Ligne Paris-Nevers : les élus font bloc

Publication : vendredi 3 juillet 2015 08:46

La République du Centre, 24 juin 2015

SNCF ■ Pression sur le gouvernement qui doit faire des annonces sur les trains Intercités le mardi 7 juillet

Ligne Paris-Nevers : les élus font bloc

Hier, au ministère de l'Écologie, les socialistes ont défendu la desserte le matin. Les Républicains sont intervenus l'après-midi. Avec un même objectif : être entendus par le gouvernement.

Alexis Morin
alexis.morin@centrefrance.com

Depuis un mois, et la remise en cause de la ligne Paris-Nevers dans le rapport Duron, les élus du Loiret, en particulier ceux de l'Est du département, ne ratent pas une occasion pour dire tout le mal qu'ils pensent de cette mesure. Elle vise à transférer l'exploitation de la ligne de l'État vers les régions. Il est prévu que le gouvernement se prononce le 7 juillet.

En attendant que le couperet tombe, les parlementaires ont fait le siège du cabinet du secrétaire d'État chargé des Transports (Alain Vidalies), hier au ministère de l'Écologie.

Offre parcellisée

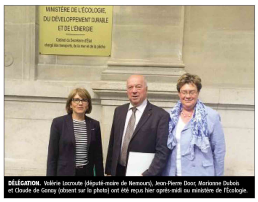
Le matin, les socialistes Jean-Pierre Sueur et François Bonneau ont rencontré Jean Mallot, le conseiller spécial d'Alain Vidalies. « Nous avons indiqué que la commission forge son analyse non pas sur la liaison dans son ensemble mais en parcellisant l'offre : Paris-Montargis, Montargis-Cosne, Cosne-Nevers », déclarent le sénateur du Loiret et le président de la région Centre-Val de Loire.

Avec Gaëtan Gorce, sénateur de la Nièvre, et François Patriat, président de la région Bourgogne, ils ont suggéré que le rapport ne prenne pas en compte les relations pendulaires quotidiennes des habitants vers Paris. « Nous avons demandé à l'État de continuer à assumer l'exploitation de la ligne et d'annoncer sa décision dans les meilleurs délais afin que la discussion puisse porter sur l'amélioration des dessertes, des rames, des locomotives, du prix des billets et de la qualité de service des usagers ».

En milieu d'après-midi, Jean-Pierre Door, le député-maire de Montargis (Les Républicains) et trois de ses collègues ont été reçus par le même conseiller. « Il est hors de question de fermer cette ligne. Ce ne sont pas des déplacements privés et de loisir, comme indiqué dans le rapport », souligne Jean-Pierre Door qui a soulevé le lièvre le 28 mai et revendique une paternité certaine dans le dossier.

« Le conseiller nous a entendus sur l'origine des déplacements et le niveau de la fréquentation afin de modifier les conclusions du rapport. Nous les contestons afin de maintenir une fréquence digne de ce nom sur la ligne Paris-Nevers.

Le député montargis considère que l'écoute a été correcte. Il espère que de nouvelles dispositions seront prises afin de rendre un arbitrage favorable pour la ligne Paris-Nevers, tout en sachant qu'il y aura des négociations avec l'AOT (Autorité organisatrice de transports) et la SNCF. ■



DÉLÉGATION. Valérie Lacroute (députée-maire de Nemours), Jean-Pierre Door, Marianne Dubois et Claude de Ganay (absent sur la photo) ont été reçus hier après-midi au ministère de l'Écologie.

Trois prises de positions gâtinaises

Jean-Luc Burgunder (porte-parole EE-LV du Gâtinais). « Ce n'est pas aux technocrates de la SNCF de défaire l'aménagement du territoire au gré de leurs mauvais choix économiques, mais aux politiques et à l'État, avec les citoyens, de défaire les choix en termes de mobilité et d'équilibre des territoires ».

Jean Berthaud (maire de Dordives, MoDem. « Les travaux de la gare de Dordives sont terminés (2,5 millions d'euros pour allonger les quais). Mais, il y a seulement trois trains supplémentaires, au lieu de douze, à des heures incompatibles avec les besoins des usagers. Il faut dénoncer cette situation absurde. Il y a une pétition en ligne sur www.change.org et une autre, papier, qui circule ».

Frédéric Ménaud (conseiller départemental de Courtenay, Les Républicains). « On a dépensé beaucoup d'argent pour la réouverture d'Orléans-Châteauneuf et on ne trouve pas de financement pour la gare de Ferrières-Fontenay. La pression sera maintenue dès que l'occasion se présentera. Il faudra être présent sur ce dossier, en vue des régionales ».

Phoca PDF